

Sections des Pyrénées Atlantiques**CTPL du 9 février 2009**

Une délégation FO-TRESOR 64 et CGT-TRESOR 64 s'est rendue le 9 février à 15 heures à l'ouverture du CTPL traitant principalement de l'exécution du budget 2008, de la présentation du budget 2009 et de la localisation des suppressions d'emplois pour 2009.

Cela a été l'occasion pour les deux sections syndicales :

- d'expliquer au TPG pourquoi nous avons pris la décision de boycotter cette deuxième convocation du CTPL (en lui faisant lecture de la déclaration ci-dessous),
- de lui remettre les pétitions signées par une grande majorité des agents du département.

A l'issue de cela les représentants FO-TRESOR 64 et CGT-TRESOR 64 ont quitté la séance, estimant qu'il n'était ni de leur compétence, ni de leur responsabilité de donner un avis sur la localisation des suppressions d'emplois, donc de la répartition de la pénurie.

Vous trouverez en pages 3 et 4 les tableaux indiquant, par poste, la nouvelle situation des emplois implantés.

Déclaration des représentants des personnels CGT et FO
du Trésor des Pyrénées Atlantiques

"Monsieur le Président,

Le CTP local, initialement prévu le 27 janvier dernier, est à nouveau convoqué avec pour ordre du jour principal l'examen d'un budget départemental en baisse et vos propositions de localisation des emplois supprimés pour 2009.

Les représentants CGT et FO refusent une fois de plus de siéger dans un contexte où le dialogue social se résume à la communication et à l'information de décisions prises au niveau central ou local.

C'est pour le moins faire preuve de mépris, alors que les agents du trésor étaient en grève à plus de 73 % dans les Pyrénées-Atlantiques pour exiger de véritables négociations sur :

- L'emploi,*
- Les conditions de travail,*
- Les missions et le maillage des services publics,*
- L'organisation du travail avec notamment un bilan contradictoire des nouvelles structures imposées (à partir des SIP et DLU préfigurateurs ...),*
- Les droits et garanties des agents.*

Force est de constater que l'administration « habille » de sa plus simple expression le dialogue social en précipitant les calendriers des rencontres avec les organisations syndicales dans la seule volonté d'y dicter ses décisions.

Sur la question cruciale de l'emploi, l'accélération des suppressions de postes n'est plus supportable pour le fonctionnement correct des services.

Cette destruction importante d'emplois entraîne une dégradation croissante des conditions de travail et de la qualité du service rendu à l'utilisateur.

*Déjà amputés d'un nombre conséquent d'emplois ces dernières années, les services des finances publiques du 64 doivent encore subir **33** nouvelles suppressions en 2009, **17 aux Impôts et 16 au Trésor présentées à l'ordre du jour de ce CTPL.***

Alors que les précédentes suppressions étaient principalement supportées par les services et postes spécialisés, et tout en les pénalisant à nouveau, vous vous attaquez maintenant aux trésoreries mixtes de petite et moyenne taille. Notre analyse concernant les menaces pesant sur l'ensemble du réseau de proximité est désormais confirmée.

Jusqu'où va-t-on aller ? Cette situation est inacceptable et les pétitions unitaires signées par de nombreux agents du département sont là pour vous le signifier et exiger l'arrêt des suppressions d'emplois.

Avec nos organisations nationales, nous exigeons en outre :

- Le maintien et l'amélioration de nos missions et de nos emplois,*
- La reconnaissance financière de nos qualifications,*
- La mise en œuvre d'un plan de revalorisation de la grille indiciaire des emplois qui prenne en compte les qualifications acquises et ce, pour tous les grades.*

De plus, vous ne pouvez nous donner aucune garantie sur les conséquences de vos choix de gestion 2009, choix qui impacteront la mise en place de la fusion DGI-CP.

Cette fusion, mise en œuvre à effectifs réduits, suscite de fortes inquiétudes dans les deux réseaux. Les Organisations Syndicales du Trésor et des Impôts sauront prendre leurs responsabilités afin de préserver l'ensemble des missions, les emplois nécessaires à leur exécution, ainsi que les garanties statutaires qui y sont attachées.

Le véritable dialogue social que nous défendons est celui qui devrait permettre aux Organisations Syndicales de négocier le principe et la nature des orientations proposées avec le souci constant de développer les missions de service public rendues aux usagers et auxquelles les citoyens et les agents sont attachés.

Nous vous demandons d'annexer cette déclaration au PV du CTPL tenu en deuxième convocation, ainsi que les pétitions remises.

Les représentants des Personnels CGT et FO du Trésor des Pyrénées-Atlantiques. "

	Situation des emplois / ORE 2008-PLF2009 au 1/1/2009	Brut ORE	impact paramètres transversaux (13,81/302,75)	impact emplois mutualisés (21/288,94)	Emplois implantés			Propositions d'évolution			Emplois implantés après application des propositions		
					B	C	total	B	C	total	B	C	total
			4,562%	7,268%									
64003	BASSIN DE LACQ	6,78	6,47	6,00	2	5	7		-1	-1	2	4	6
64004	ARUDY	1,89	1,80	1,67	1	1	2			0	1	1	2
64005	ARZACQ MORLANNE	1,86	1,78	1,65	1	1	2			0	1	1	2
64006	BEDOUS	1,74	1,66	1,54	1	1	2			0	1	1	2
64009	GARLIN	1,76	1,68	1,56		1	1			0	0	1	1
64010	LARUNS	2,85	2,72	2,52		3	3			0	0	3	3
64011	LEMBEYE	1,82	1,74	1,61	1	1	2			0	1	1	2
64012	LESCAR RIVES DU GAVE	10,41	9,94	9,21	5	5	10		-1	-1	5	4	9
64014	MAULEON	4,68	4,47	4,14	3	2	5		-1	-1	3	1	4
64015	MONEIN	2,33	2,22	2,06		2	2			0	0	2	2
64016	MORLAAS	5,33	5,09	4,72	3	2	5			0	3	2	5
64018	NAVARRENX	1,80	1,72	1,59	1	1	2			0	1	1	2
64019	NAY	5,86	5,59	5,19	2	4	6		-1	-1	2	3	5
64020	OLORON-ARAMITS	12,92	12,33	11,43	6	6	12		-1	-1	6	5	11
64021	ORTHEZ	9,28	8,86	8,21	3	5	8			0	3	5	8
64023	PAU	10,56	10,08	9,35	7	5	12	-2		-2	5	5	10
64025	PAU CH	14,62	13,95	12,94	6	7	13	1	-1	0	7	6	13
64026	PAU-MUNICIPALE	14,26	13,61	12,62	6	7	13			0	6	7	13
64028	PONTACQ SOUMOULOU	4,81	4,59	4,26	1	3	4			0	1	3	4
64030	SALIES DE BEARN	2,48	2,37	2,19	1	2	3		-1	-1	1	1	2
64031	SAUVETERRE DE BEARN	1,63	1,56	1,44		2	2			0	0	2	2
64033	TARDETS	1,65	1,57	1,46		2	2			0	0	2	2
64034	THEZE	1,35	1,29	1,19	1		1			0	1	0	1
64090	PAIERIE DEPARTEMENT.	14,47	13,81	12,81	9	3	12			0	9	3	12
64035	BAYONNE **	13,34	12,73	11,81	5	7	12			0	5	7	12
64036	BAYONNE-MUNICIPALE	16,28	15,54	14,41	8	10	18	-2	-2	-4	6	8	14
64037	BIARRITZ **	8,34	7,96	7,38	5	4	9	-1		-1	4	4	8

64038	CAMBO LES BAINS	3,86	3,68	3,42	2	2	4	-1	-1	2	1	3	
64039	HENDAYE	7,28	6,95	6,44	3	3	6		0	3	3	6	
64040	HASPARREN	4,51	4,30	3,99	2	2	4		0	2	2	4	
64042	ST ETIENNE DE BAIGORRY	1,99	1,90	1,76		2	2		0	0	2	2	
64043	ST JEAN DE LUZ	7,99	7,63	7,07	5	3	8	-1	-1	4	3	7	
64044	ST JEAN PIED DE PORT	2,89	2,76	2,56	1	2	3		0	1	2	3	
64045	ST PALAIS	3,82	3,65	3,38	2	1	3		0	2	1	3	
64046	USTARITZ	4,31	4,11	3,81	2	2	4		0	2	2	4	
64047	ANGLET ADOUR OCEAN	13,24	12,64	11,72	6	6	12		0	6	6	12	
64048	BAYONNE CH	12,61	12,03	11,16	5	6	11		0	5	6	11	
	TOTAL PNC	237,60	226,76	210,28	106	121	227	-5	-10	-15	101	111	212
64000	TG hors mutualisés	65,15	62,18	57,66	30	27	57	0	-1	-1	30	26	56
	TOTAL PNC+TG	302,75	288,94	267,94	136	148	284	-5	-11	-16	131	137	268
	ERD				9	7	16	-1	1	0	8	8	16
	ERR				1		1			0	1	0	1
	autres *				4		4			0	4	0	4
	TOTAL emplois mutualisés	0	0	0	14	7	21	-1	1	0	13	8	21
	TOTAL GENERAL	302,75	288,94	267,94	150	155	305	-6	-10	-16	144	145	289

* Autres mutualisés implantés:correspondante sociale, 2 contrôleurs poursuites, agent enquêteur

Pour mémoire: CMIB (2B 2C implantés) non inclus dans l'ORE, service du domaine oui pour la 1ère fois

** Le recouvrement des impôts de la commune d'ANGLET représente une activité estimée à 52,82 % de l'activité de la trésorerie de BIARRITZ (prorata / population).

Le recouvrement des impôts de la commune d'ANGLET représente:

	. Un ORE brut de 8,34 x 52,82 % soit 4,41												
	. Un ORE net de 7,38 x 52,82 % soit 3,90												

Nouvelle situation après transfert du recouvrement des impôts d'ANGLET de la trésorerie de BIARRITZ vers la trésorerie de BAYONNE qui devient trésorerie de BAYONNE - ANGLET:

	Situation des emplois / ORE 2008-PLF2009 au 1/1/2009	Brut ORE	impact paramètres transversaux (13,81/302,75)	impact emplois mutualisés (21/288,94)	Emplois implantés			Propositions d'évolution			Emplois implantés après application des propositions		
					B	C	total	B	C	total	B	C	total
64035	BAYONNE - ANGLET	17,75	4,562%	7,268%	5	7	12	2	2	4	7	9	16
64037	BIARRITZ	3,93			4	4	8	-2	-2	-4	2	2	4